

VAUD

La gauche croise le fer

Trois candidats de gauche se présentent pour succéder à Pierre-Yves Maillard. Débat.

DIMANCHE 17 FÉVRIER 2019 SOPHIE DUPONT

Jean-Michel Dolivo (Ensemble à gauche), Rebecca Ruiz (PS) et Anaïs Timofte (POP). Olivier Vogelsang

ÉLECTION Parmi les cinq candidats à viser le siège de Pierre-Yves Maillard, trois viennent des rangs de la gauche. Le PS a désigné comme candidate la conseillère nationale Rebecca Ruiz, criminologue de 37 ans et soutenue par les Verts. La gauche radicale part divisée. Alors que trois composantes du groupe Ensemble à gauche proposent Jean-Michel Dolivo, député et avocat de 67 ans, le POP part seul au combat avec une nouvelle venue, Anaïs Timofte, 27 ans, étudiante et assistante en sciences politiques. Les trois Lausannois débattent pour *Le Courrier*.

Comment remplace-t-on un poids lourd comme Pierre-Yves Maillard, dont le département capte à lui seul 60% des charges de l'Etat?

Anaïs Timofte: Il a amené certaines choses relativement positives mais je veux amener un vent de renouveau, d'autres manières de faire de la politique. L'action sociale est fondamentale

pour conserver un lien entre les différences classes et augmenter le bien-être de ceux qui sont précarisés.

Jean-Michel Dolivo: Pierre-Yves Maillard a développé une politique du moindre mal mais qui ne permet pas de répondre véritablement aux questions de fond. Les subsides à l'assurance-maladie, c'est un emplâtre sur une jambe de bois. Je suis favorable à des primes plafonnées à 10% du revenu, voire même 8%. Mais sur le fond, il faudrait un système de primes proportionnelles au revenu, avec des cotisations sur le modèle de l'AVS par exemple.

Dans les hôpitaux, il y a une sous-dotation chronique de personnel et des conditions de travail particulièrement dures. Nous essayerions de changer cette situation. Le bilan de M. Maillard est positif sur certains points mais il n'a pas développé une autre logique qu'une gestion sociale-libérale de la santé publique et du social.

Rebecca Ruiz, les subsides sont-ils un emplâtre sur une jambe de bois?

Rebecca Ruiz: Au contraire, la limitation des primes à 10% du revenu est une mesure sans précédent pour la population vaudoise, pour son pouvoir d'achat. Pierre-Yves Maillard a développé des actions très concrètes pour défendre les classes moyenne et modeste, également dans le domaine de la politique sociale, avec l'introduction de la rente pont, des prestations complémentaires pour les familles, la hausse des allocations familiales.

Vous en faites un bilan très positif, pourrez-vous faire mieux?

RR: J'ai un profil et des engagements différents, notamment au sein de la Fédération suisse des patients. Si j'étais élue, je me préoccuperais prioritairement des conditions de travail du

préoccuperai prioritairement des conditions de travail du personnel, qui ont un impact sur la sécurité des patients.

Et que peut apporter la gauche radicale?

JMD: Nous prendrons en compte prioritairement les intérêts des usagers et des employés de manière conséquente. Par ailleurs, le partenariat public-privé (PPP) fait peser la charge des risques sur le public, alors que les profits reviennent au privé. C'est ce qui se passe au Centre de chirurgie ambulatoire annexe au Chuv, où MV Santé s'occupe des interventions de peu de gravité. L'Etat est intervenu financièrement, parce qu'il n'y avait pas eu assez de traitements effectués. Il faut sortir d'une logique de privatisation de la santé.

AT: La logique du PPP se renforce dans le social aussi. Cela se joue au détriment de l'Etat, qui perd la mainmise sur des secteurs fondamentaux. Il faut rester ferme, la santé et le social doivent rester publics. D'autre part, le personnel soignant dans les CMS subit des pressions sur la base d'un mode de management très routinisé. C'est un point essentiel à traiter dans le département de l'action sociale.

Rebecca Ruiz, faut-il renoncer aux partenariats public-privé?

RR: Non, je ne les diabolise pas. Par exemple, le centre Agora, pôle majeur dans la recherche et les soins oncologiques, a vu le jour grâce à un PPP. On développe ainsi des prestations très pointues accessibles à ceux qui n'ont pas d'assurance

pointues accessibles à ceux qui n'ont pas d'assurance complémentaire. Il existe aussi des possibilités d'être soigné en ambulatoire dans des établissements privés en ayant une assurance de base, ce qui permet de désengorger le Chuv.

Parmi les enjeux importants de la fin de la législature, il y a les effets de la RIE III. Le bât blesse particulièrement pour les communes. Quelles solutions doit apporter l'Etat?

JMD: L'anticipation de la réforme fiscale a des effets catastrophiques sur les recettes cantonales et communales, soit environ 450 millions de perte. EàG a défendu l'augmentation de la progressivité de l'impôt. Il faut que les revenus de plus de 150 000 francs soient davantage imposés. Il y a une difficulté énorme à faire passer nos propositions parce que la majorité rose-vert et la droite soutiennent cette redistribution de la richesse au profit des plus riches, même si cela appauvrit les collectivités publiques.

RR: Ce n'est pas la majorité rose-vert qui a mis en place la RIE III mais 87% de la population vaudoise qui l'a plébiscitée, avec son volet social. C'est ce qui fait que le PS l'a soutenue. Pour soulager les communes, le canton reprend à sa charge l'entier du financement des soins à domicile. Si l'accord trouvé n'est pas satisfaisant, la discussion se poursuivra dans le cadre de la plateforme canton-communes.

AT: Les choses ont été mal comprises par la population, qui ne se rendait pas compte de l'ampleur de l'embarras pour les communes. Le cas de Rolle (dont le budget 2019 prévoit un déficit de près de 10 millions de francs, ndlr), notamment, est problématique. Nous pouvons tout à fait revenir devant le peuple. Veut-on garantir des services publics de qualité? Nous proposons

de revoir ce qui a été mis en place par la RIE III.

Donc de revenir sur le taux à 13,79% pour les entreprises?

AT: Oui. Et une partie de la classe moyenne se plaint de manquer de pouvoir d'achat et souffrent de taux d'imposition trop sévères. Il faut lever le tabou de la gauche sur la baisse d'impôts. Certains dispositifs fiscaux sont défavorables aux femmes. Quand deux parents travaillent, avec les frais de garde, les gens font souvent un calcul très simple: fiscalement, il vaut mieux pour une personne réduire son taux. C'est toujours la femme qui va le faire. En Suisse, le taux de travail à temps partiel des femmes est extrêmement élevé et cela a des répercussions sur les retraites et les perspectives de carrière.

Comment développer des prestations avec moins de recettes fiscales?

JMD: Demandez aux familles le temps d'attente pour les garderies, vous verrez si le système correspond aux demandes. En asséchant des recettes publiques, le Conseil d'Etat se prive de la possibilité de répondre à des besoins sociaux.

RR: Il n'y a pas eu de coupes, la croissance budgétaire de ces dernières années est régulière, de 2% à 3%. Et dans l'accueil de jour, les investissements vont passer de 18 millions en 2013 à 67 millions en 2022, avec le doublement de la contribution des entreprises. La couverture n'est certes pas totale, mais on avance

entreprises. La couverture n'est certes pas totale, mais on avance progressivement. Des communes ont des taux d'imposition bas et des éléments conjoncturels font qu'elles sont dans une situation compliquée. Cela n'est pas lié à la RIE III. I

DES CANDIDATS AUX EXPÉRIENCES DIVERSES

Rebecca Ruiz, certains vous disent trop centriste, et doutent de votre capacité à représenter les valeurs de la gauche. Que leur répondez-vous?

RR: Depuis quinze ans que je fais de la politique, je m'engage pour les classes modestes dont je suis issue, pour la classe moyenne, pour le pouvoir d'achat, pour la qualité de vie. Vous ne trouverez pas un seul de mes votes au parlement cantonal ou fédéral qui démontrerait le contraire. Je suis capable de discuter avec à peu près tout le monde, parce que je pense que c'est comme ça qu'on fait de la politique. Par exemple pour ne pas préteriter les conditions de vie des bénéficiaires des prestations complémentaires, je suis prête à faire déposer un amendement par un élu PDC si au final ça permet d'avoir une amélioration. Je suis dans cette logique du résultat. Je suis acquise à la notion de compromis qui est la seule qui fonctionne dans notre pays, parce que le système est basé là-dessus.

Anaïs Timofte, que répondez-vous à ceux qui vous reprochent votre manque d'expérience, vous qui êtes en politique depuis un an?

AT: L'expérience n'est pas toujours celle qui est définie par les médias et les grands pontes de la politique. Le PS est dans une logique de résultats mais se questionne peu sur le fait que les classes populaires ne votent quasiment plus ou votent à droite. Vouloir offrir des cadeaux fiscaux ou s'adonner à des marchandages à grande échelle comme c'est le cas pour RFFA, ce type de manières de faire de la politique fait que les gens s'en

désintéressent totalement. Mon expérience, c'est d'être issue des milieux populaires et d'avoir un vécu commun à plein de gens. Je n'ai pas de honte à dire que je suis endettée à cause des assurances-maladie et des impôts. C'est en étant conscient de ce que vivent les gens qu'on peut porter des projets politiques à long terme.

Jean-Michel Dolivo, que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de ne pas laisser la place à la relève de la gauche radicale, jeune et féminine?

JMD: Il est vrai que je fais de la politique depuis 1966, j'étais engagé dans les Résistants à la guerre du Vietnam. Sur le plan professionnel, j'ai été enseignant, tourneur-fraiseur pendant deux ans, je suis maintenant avocat. Quand on a 67 ans, on a une vie politique et professionnelle plus longue.

Solidarités&Ecologie, Décroissance-Alternatives et Solidarité Vaud ont décidé que je sois présent à cette élection complémentaire. Nous avons discuté d'autres candidatures possibles. Les femmes de nos mouvements veulent s'engager prioritairement dans la préparation de la grève féministe. Nous avons aussi de personnes, jeunes, engagées dans différents secteurs de lutte, qui organisent par exemple le contre-sommet sur les matières premières. Il se trouve que je suis le candidat choisi. SDT